

INTERVENTION AU 73ème CONGRES DE L'UNEF
DE LA FEDERATION DES RESIDENCES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Présenté par : Guillaume HOIBIAN

Je tiens à apporter le salut de la FRUF aux travaux du 73ème Congrès de l'UNEF. Les débats que vous avez ici, sont, nous en sommes sûrs, à la hauteur des enjeux auxquels nous devons faire face.

La réflexion sur la politique gouvernementale actuelle, le rassemblement des étudiants dans l'action pour changer l'Université, ont été largement abordés ces derniers jours.

La Fédération des Résidences Universitaires de France, présente dans les Cités par l'intermédiaire de ses associations locales, s'inscrit pleinement dans les objectifs que vous avez déterminés.

Le rassemblement auquel nous appelons et participons, est une nécessité pour faire face au processus de dégradation des Oeuvres Universitaires.

En effet, depuis des années, aucune véritable politique de développement des Oeuvres n'a été élaborée. D'ailleurs, même le directeur du C.N.O. a été obligé de le reconnaître, il y a quelque temps. Comme vous l'avez déjà analysé lors du 72ème Congrès à SAINT ETIENNE, la FRUF constate, elle aussi, une accélération du démantèlement des Oeuvres Universitaires, par l'intermédiaire du Décret VALADE toujours en vigueur.

Cette politique de privatisation a des conséquences directes sur les conditions de vie et d'études des résidents, et contribue à l'échec et à l'abandon à l'Université.

Depuis 20 ans, aucune Cité n'a été construite, alors que le nombre d'étudiants est passé de 600 000 à 1 million 300 000. De plus, aucune rénovation digne de ce nom n'a été entreprise durant cette période.

Etre résident en 1988, c'est vivre dans des logements élaborés, pour la plupart, il y plus de 30 ans. Les célèbres 9m² de surface habitable, les 110 volts de la Cité U de BESANCON, ou la pénurie de sanitaires et de salles de travail, ne sont que quelques exemples de la réalité vécue quotidiennement par des dizaines de milliers de résidents.

Or, ni la rénovation des Cités existantes, ni la construction ne sont à l'ordre du jour!

Au contraire, les gouvernements successifs ont fait le choix de résidences à deux vitesses.

C'est-à-dire le choix de loger une partie des étudiants dans des cités HLM avec des loyers exorbitants et réservés en priorité aux étudiants européens, dans le cadre de l'opération ERASMUS.

Et de l'autre côté, de loger la grande majorité restante dans les Cités-U vétustes.

C'est donc bien la conséquence de la mise en place de l'Université duale à laquelle nous assistons.

Que penser de l'affirmation de l'actuel N°3 de l'actuel ministre de l'Education Nationale? qui prétend que les contribuables n'ont pas à payer le logement des étudiants défavorisés.

Les résidents en ont marre de ce cynisme!

Ce n'est pas de cette manière que l'on tiendra l'objectif de 2 millions d'étudiants pour l'an 2000.

Cette détérioration de l'Aide Sociale se traduit et se traduira de plus en plus par l'exclusion croissante de l'Enseignement Supérieur de jeunes bacheliers issus de classes sociales défavorisées.

Ce constat est aussi valable pour les Restaurants Universitaires.

Dégradation de la qualité des repas, alors que le ticket ne cesse d'augmenter. 100% d'augmentation en 8 ans, ce qui amènera son prix au seuil des 10,10 Frs en septembre 89. Et cela, à côté d'une multitude de chaînes à supplément.

L'Etat abandonne donc petit à petit le secteur des Deuvres Universitaires, en le concédant au secteur privé. C'est un acquis fondamental gagné par les étudiants dans les années 50, qui est remis en cause.

Ces choix sont dangereux et néfastes.

L'optique européenne de 92 se construit dès maintenant dans les résidences. Les premières traductions, sont l'exclusion d'étudiants étrangers, notamment du Tiers-Monde au profit des étudiants ERASMUS.

C'est tout de suite, qu'il nous faut une loi de programmation, en vue de répondre aux exigences des Résidents.

Gagnons que les actes rejoignent enfin les paroles.

Déjà, les étudiants ont réagi.

En continuité avec le mouvement étudiant-lycéen de novembre décembre 87 contre le budget de pénurie pour l'Education Nationale, plusieurs Cités de France ont mené une lutte pour réclamer de meilleures conditions de vie et d'études, l'arrêt des hausses de loyers, mais aussi l'accroissement des capacités d'accueil, partout en France.

Des grèves de loyers se sont déroulées pendant plusieurs mois dans la région parisienne, d'autres formes d'action ont eu lieu en Province, notamment à TOUBS, ORLEANS, etc...

Durant ce mouvement, les étudiants ont montré leur capacité à se rassembler dans l'action. Les débats se sont déroulés notamment entre les Résidents et les adhérents à l'UNEF et à la FRUF ont relevé la grande convergence entre les revendications des résidents et celles que nous avançons depuis plusieurs années.

L'idée qu'il est nécessaire de changer l'Université pour la rendre plus démocratique répondant mieux aux besoins du pays et à nos souhaits, cette idée peut demain être majoritaire.

Les enseignements de cette lutte victorieuse sont nombreux. Ce n'est pas pour rien si ce sont les Cités les plus mobilisées qui ont obtenu la quasi totalité des fonds débloqués.

C'est la preuve que, seul, le rassemblement de tous les étudiants pourra permettre de contrer la politique actuelle, et de gagner un véritable développement des Oeuvres Universitaires.

C'est de cette manière qu'après avoir obtenu les crédits nécessaires à la rénovation des quelques Cités, nous pouvons créer le rapport de force nécessaire à la construction de nouvelles résidences.

Le mouvement a mis en évidence l'importance du rôle des élus, transmettre les informations recueillies lors des Conseils, mais surtout faire connaître et soutenir les revendications des étudiants.

A cet égard, les élus UNEF/FRUF/UGE ont bien rempli cette mission. Aux côtés des adhérents de la FRUF, nos élus ont été à l'origine de la lutte.

La situation de la rentrée 88 est donc différente de celle que nous avons connue en 87.

Si l'état des Oeuvres Universitaires continue de se dégrader, quelque chose a changé chez les résidents. Il ont à nouveau l'expérience que seule, la lutte permet à nouveau d'obtenir des acquis.

A nous de faire que ce bilan du mouvement se fasse dans toutes les résidences, y compris celles qui n'y ont pas participé.

Dès à présent, provoquons le débat, multiplions les porte-à-porte et les assemblées générales. A cet égard, le Bureau National de la FRUF a décidé de diffuser un "4pages" qui sera envoyé la semaine prochaine dans toutes les Cités où existent des associations de la FRUF, sinon dans toutes les A.G.E. de l'UNEF.

Utilisons ce nouvel état d'esprit pour permettre aux résidents de se mobiliser pour exprimer leur mécontentement quant à leurs conditions de vie et d'études.

A l'orée de l'an 2000, ça suffit!

Obligeons le gouvernement à faire les choix qui s'imposent.

Pour cela, les associations de l'UNEF et de la FRUF sont des outils qu'il faut développer pour créer le rassemblement nécessaire.

Il nous appartient de provoquer les luttes en Résidences. Cela passe notamment par le développement des associations FRUF.

En cette rentrée 88, le mouvement étudiant naissant ne doit pas faire l'économie, comme les années précédentes, d'une bataille parallèle et convergente dans les Cités.

L'enjeu est d'autant plus important que les Résidents sont souvent les plus défavorisés et donc premières victimes de la politique elitiste et d'exclusion menée depuis plusieurs années.

Combien d'étudiants salariés et étrangers ont, et vont abandonner leurs études à cause de cette politique?

Il y a donc urgence à relancer et à amplifier dans un maximum de Cités, le mouvement de l'année passée.

Le rassemblement s'opère autour des problèmes concrets que vivent les étudiants. En Résidence, la mobilisation peut s'axer sur les problèmes de réadmission, de pénurie de locaux, de manque de personnel, sur la dégradation des chambres et du cadre de vie. A chaque Cité de les déterminer.

Mais cela ne peut s'effectuer sans une prise en compte des choix nationaux qui aujourd'hui marquent un tournant dans la remise en cause des Oeuvres Universitaires.

Nous devons donc prendre position par rapport :

- au refus de construire de nouvelles Cités,
- A l'accentuation de la privatisation des Oeuvres,
- Au problème de la location par le CROUS de logements HLM avec des loyers exorbitants.

Avec les Résidents, obtenons :

- Une loi de programmation budgétaire en vue de construire de nouvelles résidences,
- La rénovation de toutes les Cités existantes,
- Une participation accrue des étudiants concernant la gestion des Oeuvres,
- L'abrogation du Décret VALADE,
- Les crédits nécessaires au développement de la vie culturelle et associative en Cité-U,
- Le doublement du taux et du nombre de bourses.

Il est nécessaire de renforcer le travail et la coopération entre l'UNEF et la FRUF, afin de faire converger les luttes des Résidents et des étudiants.

Les élections au CROUS qui auront probablement lieu à la rentrée des vacances de Noël, sont un des rendez-vous à ne pas manquer.

Dotons les résidents d'élus les plus combattifs et les plus efficaces à impulser les luttes.

Les élections ne doivent plus être celles des syndiqués, mais celles de tous les étudiants. Cela passe par la préparation commune syndiqués ou non-syndiqués des listes de candidats aux élections du CROUS.

A court terme, les élections en Conseil de Résidence, qui vont avoir lieu d'ici la mi-décembre, dans toutes les Cités, doivent être un atout pour mobiliser les Résidents sur les problèmes budgétaires

Elisons dans toutes les instances possibles, les militants les plus acharnés à amplifier le mouvement, quelle que soit leur importance. Nous en avons besoin à tous les niveaux. Les Conseils de Résidences doivent être le reflet des préoccupations des résidents.

Informons-nous rapidement pour connaître CROUS par CROUS les dates de ces élections.

Surtout, ne nous bloquons pas sur l'absence d'association FRUF. Tournons-nous vers les associations existantes, engageons le dialogue, notamment par des A.G. et définissons ensemble notre plateforme et nos axes de bataille.

La FRUF propose, pour amplifier la mobilisation, et préparer les élections, outre la diffusion du "4 pages" national, de diffuser massivement une pétition pour la rénovation et la construction de nouvelles Cités-U.

L'état d'esprit des Résidents a évolué, la FRUF aussi. Depuis un an, de nombreuses associations sont réapparues, à la suite des luttes en Cités, mais aussi grâce à l'UNEF.

C'est en faisant cet effort vers les résidents pour renforcer le mouvement étudiant, que l'on pourra réellement dire :

"TOUS UNIS DANS L'ACTION POUR GAGNER" !

